



Réservé aux abonnés

La Hongrie et la Pologne peuvent-elles se passer du plan de relance européen?

DÉCRYPTAGE - Avec leurs «veto», les deux gouvernements ultra-conservateurs semblent prêts à sacrifier des économies en berne sur l'autel de leur entêtement idéologique.

Par Hélène Bienvenu

Publié hier à 19:06, mis à jour il y a 2 heures



Le premier ministre polonais Mateusz Morawiecki et son homologue hongrois Viktor Orban, à Lublin en septembre. *WOJTEK RADWANSKI/AFP*



EXCLUSIVITÉ ABONNÉS

Les lettres des journalistes

Chaque semaine l'actualité est revisitée par nos journalistes experts

CHOISIR MES LETTRES

L'orage déclenché par la Hongrie et la Pologne à Bruxelles lundi ne semble pas s'apaiser. Les deux pays qui font l'objet de procédures pour violation de l'article 7 - sur les valeurs fondamentales de l'UE dont l'État de droit - ont refusé d'accepter le futur budget de l'Union européenne 2021-2027, ainsi que le plan de relance spécial Covid-19, car ils s'opposent à ce que les fonds européens soient conditionnés au respect de l'État de droit.

«À Bruxelles, aujourd'hui, ils ne considèrent que les pays qui laissent entrer les migrants comme gouvernés par l'État de droit», a affirmé Viktor Orbán mercredi à l'agence de presse hongroise MTI. Il avait auparavant accusé George Soros - milliardaire, philanthrope d'origine hongroise et bouc émissaire par excellence - d'être derrière le mécanisme de l'État de droit.

«Nous ne voulons pas d'une Europe aux doubles standards», s'est emporté à son tour Mateusz Morawiecki, le premier ministre polonais, au Parlement de son pays quelques heures plus tard. «Ce n'est pas une question de droite ou de gauche, c'est à propos de ceux qui veulent que la Pologne décide par elle-même et de ceux qui veulent qu'une poignée de fonctionnaires à Bruxelles décident de notre sort.»



Leurs économies se retrouveraient fortement désavantagées à l'échelle de la région

Daniel Hegedus, membre du German Marshall Fund

Les deux gouvernements ultra-conservateurs semblent ainsi prêts à sacrifier des économies en berne, à cause du Covid-19, sur l'autel de leur entêtement idéologique. «Je ne crois pas qu'il s'agisse d'argent. En juillet, les deux pays ont réussi à négocier des financements supplémentaires», note Daniel Hegedus, membre du German Marshall Fund. L'analyste estime que si les deux pays venaient à être privés du fonds de relance de l'UE (4,3 milliards d'euros pour la Hongrie, 19 milliards pour la Pologne), «leurs économies se retrouveraient fortement désavantagées à l'échelle de la région». Il est prévu qu'elles «reçoivent l'équivalent de 3 % de leur PIB grâce aux fonds européens prévus dans le nouveau cadre budgétaire».

Si les «veto» des deux gouvernements persistent, l'UE se verrait contrainte de fonctionner sur la base du budget 2020, et faute de ne pouvoir faire des plans sur le long terme «il sera impossible de mettre en place de nouveaux programmes», remarque Daniel Hegedus. Ce spécialiste de l'Europe centrale indique aussi qu'un «environnement incertain du côté des fonds européens» risque de sérieusement refroidir les investisseurs. À terme, la transformation énergétique ou les infrastructures numériques pourraient en pâtir.

Risque d'isolement

«Le plan de relance pourrait contribuer à une augmentation de 2 % du PIB en 2022 et 1 % en 2023. Sans cet argent, la relance de l'économie après la crise de la pandémie prendra bien plus de temps», confirme Rafal Benecki, économiste en chef de la succursale polonaise de la banque ING, cité dans le quotidien polonais Rzeczpospolita. Slawomir Dudek, économiste auprès de Pracodawcy RP, la plus grande organisation d'employeurs en Pologne, en a appelé également à ne pas poser de veto, «car cela handicaperait les entrepreneurs et les finances publiques», rappelant que la Pologne aura un des plus gros déficits de l'UE, fin 2020.



Si Orban sabote l'accord financier, ça sera un tel scandale dans l'Union européenne, qu'il s'en retrouvera isolé à jamais

Istvan Hegedus, de la société hongroise pour l'Europe

Istvan Hegedus, qui dirige la société hongroise pour l'Europe, estime que c'est le moment de vérité pour Viktor Orban: «Si, comme il l'affirme, il n'y a aucun problème du côté de l'État de droit en Hongrie, alors pourquoi ne pas accepter les critères de conditionnalité?», relève-t-il.

«Si Orban sabote l'accord financier, ça sera un tel scandale dans l'Union européenne, qu'il s'en retrouvera isolé à jamais. Cela pourrait donner du grain à moudre à l'opposition en Hongrie et conduire à son exclusion définitive du Parti populaire européen. Et puis, il ne peut plus compter sur Trump.»

À VOIR AUSSI - Plan de relance européen: «La France ne

renoncera ni à la relance ni à ses valeurs» en dépit du blocage de certains pays, déclare Clément Beaune